



*MAGE-UQAC*

**MU**

*MAGE-UQAC*



# **STATUTS ET RÈGLEMENTS**

## **VERSION INCLUSIVE**



<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITION PRÉLIMINAIRES.....</b>	<b>3</b>
<b>SECTION 1 : TERMINOLOGIE.....</b>	<b>3</b>
Article 1 : Définitions.....	3
Article 2 : Définitions dans la Loi sur les compagnies ou dans ces règlements.....	6
<b>SECTION 2 : INTERPRÉTATION.....</b>	<b>7</b>
Article 3 : Égalité, inclusion et diversité des genres et des sexes.....	7
Article 4 : Discrétion.....	7
Article 5 : Préséances.....	7
Article 6 : Intitulés.....	7
Article 7 : Délai.....	7
Article 8 : Nature contractuelle.....	8
<b>CHAPITRE 2 : DISPOSITION GÉNÉRALES.....</b>	<b>9</b>
<b>SECTION 1 : JURIDICTION.....</b>	<b>9</b>
Article 9 : Mission.....	9
Article 10 : Vision.....	9
Article 11 : Valeurs.....	9
Article 12 : Responsabilités légales.....	10
Article 13 : Modification.....	10
Article 14 : Procédure des assemblées.....	10
<b>SECTION 2 : APPELLATION ET IDENTIFICATION.....</b>	<b>11</b>
Article 15 : Nom.....	11
Article 16 : Acronyme.....	11
Article 17 : Sceau.....	11
Article 18 : Logo.....	12
Article 19 : Armoiries.....	13
Article 20 : Siège social.....	13
<b>CHAPITRE 3 : MEMBRES.....</b>	<b>14</b>
<b>SECTION 1 : ELIGIBILITÉ.....</b>	<b>14</b>
Article 21 : Définition.....	14
Article 22 : Suspension ou expulsion du statut de membre.....	14
<b>SECTION 2 : DROITS ET DEVOIRS.....</b>	<b>14</b>
Article 23 : Droits.....	14
Article 24 : Devoirs.....	15
<b>SECTION 3 : TECHNICITÉ.....</b>	<b>15</b>
Article 25 : Avis aux membres.....	15
Article 26 : Cotisation par trimestre.....	16
<b>CHAPITRE 4 : ASSOCIATIONS ET CLUBS.....</b>	<b>17</b>
<b>SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>17</b>
Article 27 : Associations étudiantes.....	17
Article 28 : Devoirs des associations étudiantes.....	17
Article 29 : Budget des associations étudiantes.....	18
Article 30 : Suspension ou expulsion d'une association étudiante.....	18
Article 31 : Clubs et associations communautaires.....	19
Article 32 : Droits et devoirs des clubs et associations communautaires.....	19



Article 33 : Suspension ou expulsion d'un club ou d'une association communautaire..  
20

<b>CHAPITRE 5 : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....</b>	<b>21</b>
SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	21
Article 34 : Juridiction.....	21
Article 35 : Mandat.....	21
Article 36 : Composition.....	21
SECTION 2 : CONVOCATION.....	21
Article 37 : Convocation de l'assemblée générale ordinaire.....	21
Article 38 : Convocation de l'assemblée générale spéciale.....	22
Article 39 : Demande écrite ou numérique.....	22
Article 40 : Projet d'ordre du jour d'une assemblée générale ordinaire.....	23
Article 41 : Ordre du jour d'une assemblée générale spéciale.....	23
SECTION 3 : FONCTIONNEMENT.....	23
Article 42 : Quorum.....	23
Article 43 : Vote.....	23
Article 44 : Officiers·ères d'assemblée.....	24
Article 45 : Pouvoirs et devoirs.....	24
Article 46 : Consensus.....	25
<b>CHAPITRE 6 : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....</b>	<b>26</b>
SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	26
Article 47 : Juridiction.....	26
Article 48 : Mandat.....	26
Article 49 : Composition.....	26
Article 50 : Mandat des administrateurs·rices.....	26
SECTION 2 : CONVOCATION.....	28
Article 51 : Convocation au conseil d'administration ordinaire.....	28
Article 52 : Convocation au conseil d'administration spécial.....	28
Article 53 : Demande écrite ou numérique.....	28
Article 54 : Renonciation à l'avis de convocation.....	29
Article 55 : Réunion à distance.....	29
SECTION 3 : FONCTIONNEMENT.....	29
Article 56 : Quorum.....	29
Article 57 : Vote.....	30
Article 58 : Officiers·ères d'assemblée.....	30
Article 59 : Pouvoirs et devoirs.....	30
Article 60 : Consensus.....	32
<b>CHAPITRE 7 : LE CONSEIL CENTRAL.....</b>	<b>33</b>
SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	33
Article 61 : Juridiction.....	33
Article 62 : Mandat.....	33
Article 63 : Composition.....	33
Article 64 : Mandat des associations étudiantes.....	33
SECTION 2 : CONVOCATION.....	34



Article 65 : Convocation d'un conseil central ordinaire.....	34
Article 66 : Convocation d'un conseil central spécial.....	34
Article 67 : Demande écrite ou numérique.....	35
<b>SECTION 3 : FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>35</b>
Article 68 : Quorum.....	35
Article 69 : Vote.....	35
Article 70 : Officiers·ères d'assemblée.....	36
Article 71 : Pouvoirs et devoirs.....	36
Article 72 : Consensus.....	37
<b>CHAPITRE 8 : LE COMITÉ EXÉCUTIF.....</b>	<b>38</b>
<b>SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>38</b>
Article 73 : Juridiction.....	38
Article 74 : Mandat.....	38
Article 75 : Composition.....	38
Article 76 : Lia président·e.....	39
Article 78 : Lia secrétaire général·e.....	40
Article 78 : Lia vice-président·e aux affaires financières.....	41
Article 79 : Lia vice-président·e aux affaires institutionnelles.....	43
Article 80 : Lia vice-président·e aux affaires externes.....	44
Article 81 : Lia vice-président·e aux affaires pédagogiques.....	45
Article 82 : Lia vice-président·e aux affaires des cycles supérieurs.....	46
Article 83 : Lia vice-président·e aux affaires étudiantes.....	47
Article 84 : Mandat des officiers·ères.....	48
<b>SECTION 2 : FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>49</b>
Article 85 : Quorum.....	49
Article 86 : Vote.....	50
Article 87 : Pouvoirs et devoirs.....	50
Article 88 : Consensus.....	50
<b>CHAPITRE 9 : COMITÉS.....</b>	<b>51</b>
<b>SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>51</b>
Article 89 : Juridiction.....	51
Article 90 : Mandat.....	51
Article 91 : Composition.....	51
Article 92 : Quorum.....	51
<b>CHAPITRE 10 : SERVICES.....</b>	<b>52</b>
<b>SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>52</b>
Article 93 : Services du MAGE-UQAC.....	52
<b>CHAPITRE 11 : AFFAIRES FINANCIÈRES.....</b>	<b>53</b>
Article 94 : Année financière.....	53
Article 95 : Budget.....	53
Article 96 : Contrat.....	53
<b>CHAPITRE 12 : DISSOLUTION.....</b>	<b>54</b>
Article 95 : Dissolution.....	54
<b>CHAPITRE 13 : HISTORIQUE DES MODIFICATIONS.....</b>	<b>55</b>



## CHAPITRE 1 : DISPOSITION PRÉLIMINAIRES

### SECTION 1 : TERMINOLOGIE

#### Article 1 : Définitions

§1. À moins d'une disposition contraire, dans tous documents officiels du MAGE-UQAC, le terme ou l'expression :

- a) **Acte constitutif** : Indique les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires et/ou les règlements adoptés en vertu des articles 21 et 87 de la Loi sur les compagnies ;
- b) **Administrateur·rice** : désigne un membre du conseil d'administration du MAGE-UQAC ;
- c) **Président·e d'assemblée** : Personne désignée pour diriger les délibérations d'une assemblée selon les règles de procédure en vigueur. Il veille au respect du bon ordre, au bon déroulement des discussions et à l'application des règlements. Son rôle est d'assurer l'impartialité des débats et de garantir que chaque membre puisse s'exprimer dans un cadre équitable.
- d) **Secrétaire d'assemblée** : Personne responsable de la consignation des discussions et décisions prises au cours d'une assemblée. Il rédige le procès-verbal, s'assure de la traçabilité des échanges et veille à ce que les documents pertinents soient archivés et accessibles. Il doit accomplir ses tâches avec rigueur et impartialité.
- e) **Association étudiante (ou modulaire)** : désigne une association d'étudiants, établie en fonction d'un ou de plusieurs programmes d'études ou d'un centre géographique, qui a pour mission de représenter des étudiant·e·s inscrit·e·s à l'Université du Québec à Chicoutimi, de promouvoir et de défendre les droits et les intérêts de ses membres, notamment en matière pédagogique, culturelle, économique, politique et d'administration universitaire, et qui peut jouir d'une forme de reconnaissance par les instances du MAGE-UQAC selon les dispositions définies par le chapitre 4 des Statuts et règlements et par la Politique de reconnaissance et de financement des associations et des clubs ;
- f) **Association communautaire** : désigne un regroupement de personnes partageant des intérêts, des valeurs ou une identité commune, œuvrant à la défense, au soutien et à la représentation de leur communauté. Elle a pour mission de promouvoir l'entraide, la sensibilisation et l'inclusion sociale à travers des initiatives, des événements et des services. Une association communautaire peut être engagée dans divers domaines tels que la culture, l'environnement, les droits sociaux ou la solidarité. Une association communautaire ne peut pas représenter un ou des programmes d'étude mais peut jouir d'une forme de reconnaissance par les instances

du MAGE-UQAC selon les dispositions définies par la Politique de reconnaissance et de financement des associations et des clubs ;

g) **Club** : désigne un regroupement d'étudiants ayant pour objectif principal de favoriser l'engagement, les loisirs, la culture ou le développement personnel de ses membres. Il se distingue par son caractère thématique ou récréatif, dans tous domaines qu'ils soient artistiques, sportifs, scientifiques, sociaux ou environnementaux. Ces derniers organisent des activités qui favorisent l'engagement étudiant, la vie universitaire et la cohésion communautaire. Contrairement aux associations modulaires, un club n'a pas vocation à représenter officiellement des étudiants dans une unité académique donnée mais peut jouir d'une forme de reconnaissance par les instances du MAGE-UQAC selon les dispositions définies par la Politique de reconnaissance et de financement des associations et des clubs ;

h) **Comité** : désigne tout comité et tout sous-comité mis en place par une instance du MAGE-UQAC, et, à ce titre, les groupes de travail et les comités forment des comités au sens des Statuts et règlements ;

i) **Conseil central** : désigne l'instance du MAGE-UQAC composée des associations étudiantes et des officiers du comité exécutif et définie au chapitre 7 des Statuts et règlements ;

j) **Comité exécutif** : désigne l'instance du MAGE-UQAC composée des officiers·ères, définie au chapitre 8 des Statuts et règlements ;

k) **Conseil d'administration** : désigne l'instance du MAGE-UQAC composée des administrateurs·rices et définie au chapitre 6 des Statuts et règlements ;

l) **Division** : désigne un des différents secteurs d'activités du MAGE-UQAC créé dans le but d'en faciliter l'analyse financière, notamment, et non limitativement, les divisions association, gestion et location ;

m) **Employé·e** : désigne tout salarié, au sens de la Loi sur les normes du travail L.R.Q., c. N-1.1, du MAGE-UQAC ;

n) **Étudiant·e** : désigne une personne qui est inscrite comme étudiant·e à l'Université du Québec à Chicoutimi ;

o) **Loi sur l'accréditation** : désigne la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants, L.R.Q., c. A-3.01, ainsi que toute modification qui pourrait y être apportée à l'avenir et comprend notamment toute loi qui pourrait la remplacer, en tout ou en partie. Dans l'éventualité d'un tel remplacement, toute référence dans l'acte constitutif ou les textes réglementaires du MAGE-UQAC à une disposition de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants doit être interprétée comme étant une référence à la disposition l'ayant remplacée ;

- p) **Loi sur la publicité légale des entreprises** : désigne la Loi sur la publicité légale des entreprises L.R.Q., c. P -44.1, ainsi que toute modification qui pourrait y être apportée à l'avenir et comprend notamment toute loi qui pourrait la remplacer, en tout ou en partie. Dans l'éventualité d'un tel remplacement, toute référence dans l'acte constitutif ou les textes réglementaires du MAGE-UQAC à une disposition de la Loi sur la publicité légale des entreprises doit être interprétée comme étant une référence à la disposition l'ayant remplacée ;
- q) **Loi sur les compagnies** : désigne la Loi sur les compagnies, L.R.Q., c. C -38, ainsi que toute modification passée ou qui pourrait y être apportée à l'avenir et comprend notamment toute loi qui pourrait la remplacer, en tout ou en partie. Dans l'éventualité d'un tel remplacement, toute référence dans l'acte constitutif ou les textes réglementaires du MAGE-UQAC à une disposition de la Loi sur les compagnies doit être interprétée comme étant une référence à la disposition l'ayant remplacée ;
- r) **Officier·ère** : désigne lia président·e, lia secrétaire général·e, lia vice-président·e aux affaires financières, lia vice-président·e aux affaires institutionnelles, lia vice-président·e aux affaires externes, lia vice-président·e aux affaires de cycles supérieurs, lia vice-président·e aux affaires pédagogiques et lia vice-président·e aux affaires étudiantes ;
- s) **Période de mise en candidature** : désigne l'espace de temps dont les membres disposent pour déposer leur candidature complète telle que définie dans le chapitre 2 du Règlement électoral et référendaire ;
- t) **Période de présentation des candidats** : désigne l'espace de temps dont les membres et candidat·e·s disposent pour faire campagne auprès de l'électorat ;
- u) **Période de vote** : désigne l'espace de temps dont les membres disposent pour voter lors d'un scrutin ;
- v) **Scrutin** : désigne une opération électorale comprenant généralement le dépôt des bulletins de vote, leur dépouillement et la proclamation des résultats ;
- w) **Scrutin secret** : désigne un scrutin dans lequel le vote de l'électeur·rice demeure anonyme ;
- x) **Service** : désigne les activités commerciales que peut exploiter le MAGE-UQAC directement ou par le biais de ses filiales ;
- y) **Textes réglementaires** : désigne les Statuts et règlements, les règlements et autres politiques et/ou dispositions administratives du MAGE-UQAC en vigueur, ainsi que toutes les modifications dont ils font l'objet ;
- z) **Statuts et règlements** : désigne le document régissant le fonctionnement du MAGE-UQAC ;





- aa) **Trimestre** : désigne un trimestre universitaire, tel que défini dans le Règlement général #1 de l'Université du Québec ;
- bb) **Unité pédagogique** : désigne tout département, toute unité d'enseignement, tout module ou tout autre type d'unité pédagogique relié à l'enseignement ;
- cc) **Université** : désigne l'Université du Québec à Chicoutimi, sauf avis contraire ;
- dd) **Membre** : désigne un·e étudiant·e de l'Université du Québec à Chicoutimi qui paie sa cotisation au MAGE-UQAC, tel que défini dans l'article 19 des Statuts et règlements ;
- ee) **Documents officiels** : procès-verbaux, ordre du jour et annexes des instances du MAGE-UQAC. Liste non exhaustive.

## Article 2 : Définitions dans la Loi sur les compagnies ou dans ces règlements

§1. Sous réserve des définitions qui précèdent, les définitions prévues dans la Loi sur les compagnies et dans ses règlements s'appliquent aux termes et aux expressions utilisées dans les textes réglementaires du MAGE-UQAC.

## SECTION 2 : INTERPRÉTATION

### Article 3 : Égalité, inclusion et diversité des genres et des sexes

§1. Le texte utilise une formulation inclusive afin de promouvoir l'égalité, l'inclusion et la diversité des genres. Voici la signification des pronoms épicènes utilisés :

- Point médian (·) : Permet de ne favoriser aucun genre (ex. : administrateur·rice)
- Lia : la - le
- Iel : il - elle
- di : du - de la
- toustes : tous - toutes

### Article 4 : Discrétion

§1. À moins de dispositions contraires, lorsque les textes réglementaires confèrent un pouvoir discrétionnaire aux administrateurs·rices, iels exercent ce pouvoir comme iels l'entendent. Iels doivent agir avec prudence, diligence, honnêteté et loyauté dans le meilleur intérêt du MAGE-UQAC. Iels doivent éviter toute situation de conflit d'intérêt entre leurs intérêts personnels et ceux du MAGE-UQAC. Aucune disposition des textes réglementaires ne doit être interprétée de façon à accroître la responsabilité des administrateurs·rices au-delà de ce qui est prévu par la Loi sur les compagnies.



## Article 5 : Préséances

**§1.** En cas de contradiction entre la Loi sur les compagnies, l'acte constitutif ou les textes réglementaires du MAGE-UQAC, la Loi sur les compagnies prévaut sur l'acte constitutif et l'acte constitutif prévaut sur les textes réglementaires. Les Statuts et règlements du MAGE-UQAC prévalent sur les règlements qui prévalent sur les politiques et/ou les dispositions administratives.

## Article 6 : Intitulés

**§1.** Les titres utilisés dans les Statuts et règlements ne le sont qu'à titre de référence et ils ne doivent pas être considérés dans l'interprétation des termes, des expressions ou des dispositions des Statuts et règlements.

## Article 7 : Délai

**§1.** Si la date fixée pour faire une tâche, notamment l'envoi d'un avis, se situe un jour de fin de semaine ou un jour durant lequel les cours sont levés, la tâche peut être faite le premier jour de semaine où il y a tenue de cours qui suit. Dans le calcul de tout délai fixé par les Statuts et règlements, le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui de l'échéance l'est.

## Article 8 : Nature contractuelle

**§1.** Les Statuts et règlements établissent des rapports de nature contractuelle entre le MAGE-UQAC et ses membres.



## CHAPITRE 2 : DISPOSITION GÉNÉRALES

### SECTION 1 : JURIDICTION

#### Article 9 : Mission

§1. Le MAGE-UQAC défend les intérêts de ses membres notamment en promouvant, en développant et en protégeant, par tous les moyens mis à sa disposition, leurs intérêts pédagogiques, politiques, sociaux, économiques, culturels, intellectuels, professionnels et matériels.

#### Article 10 : Vision

§1. Le MAGE-UQAC doit chercher à être :

- a) un puissant levier de changement ;
- b) un lieu d'implication soutenue et d'échanges multidisciplinaires ;
- c) une valeur ajoutée à vos études et à la vie étudiante ;
- d) un modèle de démocratie participative et représentative.

#### Article 11 : Valeurs

§1. Les valeurs du MAGE-UQAC sont les suivantes :

- a) **Équité** : le terme équité désigne un principe qui est fondé sur le sentiment du juste et de l'injuste, au-delà des normes juridiques. L'équité tient compte des caractéristiques spécifiques des individus ou des groupes afin de les placer sur un pied d'égalité ou, tout au moins, d'obtenir plus d'égalité. Elle s'oppose à l'uniformité dans l'application aveugle d'une norme sans tenir compte des différences et de la diversité. Office québécois de la langue française. (n.f.). Définition de l'équité. Récupérée le 21 mars 2025 à l'adresse URL : <https://vitritelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca>
- b) **Inclusion et diversité** : Le MAGE-UQAC représente une population étudiante comprenant une grande diversité des genres, orientations sexuelles, ethnies, origines géographiques et socio-culturelles, des personnes en situation de handicap, etc. L'organisation se doit, dans ses paroles et actions, de toujours chercher à promouvoir et favoriser l'inclusion de toutes les communautés marginalisées.
- c) **Ouverture d'esprit** : Qualifie l'aptitude à considérer des idées nouvelles ou d'autres opinions et à admettre des points de vue opposés. Office québécois de la langue française. (n.f.). Définition de l'ouverture d'esprit. Récupérée le 22 mars 2025 à l'adresse URL : <https://vitritelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca>



- d) **Représentation** : le MAGE-UQAC, dans ses paroles et actions, doit toujours chercher à assurer la plus juste représentativité de la population étudiante de l'Université et de ses opinions.

## Article 12 : Responsabilités légales

§1. Le MAGE-UQAC s'engage, par la présente, à intervenir, à prendre fait et cause pour tout administrateur·rice, officier·ère, agent·e ou représentant·e dûment autorisé·e par le conseil d'administration, ainsi que leurs héritiers légaux ou ayant droit, et à défrayer les honoraires, frais judiciaires, extrajudiciaires et déboursés relativement à toute réclamation, action ou poursuite judiciaire, de quelque nature que ce soit, intentée à l'encontre desdites personnes pour tout action, fait ou geste accompli par ces dernières dans l'exercice de leurs fonctions pour et au nom du MAGE-UQAC, et ce, à compter de l'adoption des Statuts et règlements.

## Article 13 : Modification

§1. À la suite de l'étude par le conseil central des modifications ou des révocations à apporter aux Statuts et règlements out texte réglementaire du MAGE-UQAC, le conseil d'administration peut, lors d'une réunion dûment convoquée, notamment à cette fin, modifier ou révoquer lesdits Statuts et règlements et/ou règlements. Chaque modification ou révocation, à moins qu'elle ne soit ratifiée dans l'intervalle par l'assemblée générale, n'est en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire, et, si elle n'est pas ratifiée à cette occasion, elle cesse, à compter de ce jour seulement, d'être en vigueur.

§2. Toute modification, ajout ou révocation doit être ratifiée en assemblée générale à la majorité simple des voix exprimées.

§3. À la suite de l'adoption par le conseil central des modifications, ajouts ou révocations à apporter aux Statuts et règlements du MAGE-UQAC, le conseil d'administration peut, lors d'une réunion dûment convoquée notamment à cette fin, modifier, ajouter ou révoquer lesdites politiques.

§4. À la suite de l'adoption par le comité exécutif des modifications, ajouts ou révocations à apporter aux dispositions administratives du MAGE-UQAC, le conseil d'administration peut, lors d'une réunion dûment convoquée notamment à cette fin, modifier ou révoquer lesdites dispositions administratives.

## Article 14 : Procédure des assemblées

§1. Les assemblées et les réunions de toutes les instances du MAGE-UQAC sont régies selon les dispositions de la dernière édition de l'ouvrage Guide de procédure des assemblées délibérantes de Michel Lespérance, paru en 2001.

§1.1. La règle 37.1 est un ajout à l'ouvrage Guide de procédures des assemblées délibérantes de Michel Lespérance, paru en 2001 :

**RÈGLE 37.1 :**

**Droits des invités·es privilégiés·es**

Les observateurs·rices privilégié·e·s ont le droit de poser des questions, de répondre à des interrogations et même d'intervenir dans le débat, si iels sont autorisé·e·s par l'assemblée. Iels n'ont cependant pas le droit de vote.

§1.2. La règle 72 de l'ouvrage Guide de procédures des assemblées délibérantes de Michel Lespérance est supplantée par la règle suivante :

**RÈGLE 72 :**

**Proposition de huis clos**

La proposition de huis clos peut être utilisée pour à exclure de la salle des délibérations d'une assemblée qui siège habituellement publiquement toute personne qui n'est ni un membre de l'assemblée, ni un·e observateur·rice privilégié·e, ou à exclure un·e invité·e dont le droit d'assister à la séance a été reconnu.

§2. Lors de la demande d'ouverture d'un huis clos, le compte-rendu des délibérations se verra suspendu et ce jusqu'à la demande de fermeture du huis clos.

§3. En cas de divergence entre les dispositions de cet ouvrage et celles des textes réglementaires, ces derniers ont préséance.

## **SECTION 2 : APPELLATION ET IDENTIFICATION**

### **Article 15 : Nom**

§1. Les étudiant·e·s de l'Université sont regroupé·e·s en un organisme légalement constitué selon la troisième (3<sup>e</sup>) partie de la Loi sur les compagnies du Québec, et connu sous la dénomination sociale du « Mouvement des associations générales étudiantes de l'Université du Québec à Chicoutimi ».

§2. La dénomination sociale du MAGE-UQAC doit être lisiblement indiquée sur tous ses contrats, ses documents, ses actes écrits, ses factures et ses commandes de marchandises ou de services.

### **Article 16 : Acronyme**

§1. À moins qu'une forme ou qu'une teneur différente ne soit approuvée par les administrateurs, l'acronyme du MAGE-UQAC est « MAGE-UQAC ».

### **Article 17 : Sceau**



§1. À moins qu'une forme ou qu'une teneur différente ne soit approuvée par les administrateurs-rices ou la président-e du MAGE-UQAC, par décret, le sceau du MAGE-UQAC est celui reproduit ci-dessous :



#### Article 18 : Logo

§1. À moins qu'une forme ou qu'une teneur différente ne soit approuvée par les administrateurs-rices ou la président-e du MAGE-UQAC, par décret, depuis 2018, le logo du MAGE-UQAC est celui reproduit ci-dessous :



§2. Pour certains documents officiels datés d'avant 2018, le logo du MAGE-UQAC est le suivant :





## Article 19 : Armoiries

**§1.** À moins qu'une forme ou qu'une teneur différente ne soit approuvée par les administrateurs-rices ou lia président-e du MAGE-UQAC, par décret, les armoiries étudiantes du MAGE-UQAC sont celles reproduites ci-dessous :



## Article 20 : Siège social

**§1.** Le siège social du MAGE-UQAC est situé au pavillon principal de l'Université du Québec à Chicoutimi, au 555, boulevard de l'Université, Chicoutimi (Québec), G7H 2B1. Les bureaux sont situés notamment aux locaux P0-5200 P0-5210. En cas de force majeure, le siège social peut être amené à être modifié.



## CHAPITRE 3 : MEMBRES

### SECTION 1 : ELIGIBILITÉ

#### Article 21 : Définition

§1. Est membre du MAGE-UQAC tout·e étudiant·e de l'Université couvert par le certificat d'accréditation du MAGE-UQAC tel que reconnu en vertu de la Loi sur l'accréditation et qui est réputé·e avoir payé la cotisation du MAGE-UQAC du trimestre en cours.

§2. Toutefois, un·e étudiant·e qui était membre lors du trimestre d'automne est réputé le demeurer jusqu'au début du trimestre d'hiver suivant, pourvu qu'il y soit inscrit·e, et un·e étudiant·e qui était membre lors du trimestre d'hiver ou d'été est réputé le demeurer jusqu'au trimestre d'automne suivant, pourvu qu'il y soit inscrit·e.

§3. Cesse d'être membre tout·e étudiant·e qui ne paie plus sa cotisation étudiante au MAGE-UQAC.

#### Article 22 : Suspension ou expulsion du statut de membre

§1. Tout membre qui enfreint les Statuts et règlements ou dont la conduite est jugée préjudiciable envers le MAGE-UQAC peut être suspendu ou expulsé du MAGE-UQAC par l'assemblée générale, pour la durée déterminée par cette dernière, par un vote à la majorité simple des deux tiers (2/3) des voix exprimées lors d'une réunion dûment convoquée notamment à cette fin.

§2. Le membre qui fait l'objet d'une demande de suspension ou d'expulsion du MAGE-UQAC doit être informé du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée générale dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée générale. Il peut y assister et y prendre parole ou, dans une déclaration écrite lue par le président·e de l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la demande proposant sa suspension ou son expulsion du MAGE-UQAC.

§3. Cette suspension ou expulsion est active au minimum durant l'intégralité du trimestre durant lequel l'étudiant·e a été suspendu·e ou expulsé·e.

### SECTION 2 : DROITS ET DEVOIRS

#### Article 23 : Droits

§1. Les membres ont le droit d'être informés de manière transparente et en toute diligence des activités du MAGE-UQAC. Ils ont le droit de profiter de tous les services offerts aux membres et de participer aux activités et à l'administration du MAGE-UQAC.





## Article 24 : Devoirs

**§1.** Les membres ont le devoir de s'acquitter de la cotisation du MAGE-UQAC. Ils ont le devoir de prendre connaissance des informations qui leur sont transmises au sujet des activités du MAGE-UQAC. Ils doivent faire parvenir au comité exécutif tout grief et/ou suggestion visant à assurer le mieux-être des étudiants.

**§2.** Tout membre appelé à siéger au sein d'une instance du MAGE-UQAC ou délégué par celle-ci doit :

- a) agir avec soin, diligence et compétence dans l'intérêt du MAGE-UQAC;
- b) mentionner son conflit ou son apparence de conflit d'intérêt lorsque qu'il a lieu ;
- c) éviter de se placer dans une position où ses intérêts personnels s'opposent ou risquent de s'opposer à ceux du MAGE-UQAC ;
- d) s'abstenir de prendre part à toute discussion ou délibération dans lesquels ses intérêts personnels s'opposent ou risquent de s'opposer à ceux du MAGE-UQAC ;
- e) ne pas faire usage de renseignements ou de documents confidentiels au préjudice du MAGE-UQAC en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

**§3.** Tout membre engagé pour accomplir une prestation de travail pour le compte du MAGE-UQAC doit :

- a) sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle envers les client·e·s, les fournisseurs et les autres personnes susceptibles de faire des affaires avec le MAGE-UQAC, l'une de ses entreprises ou l'une de ses filiales ;
- b) éviter toute situation où il peut trouver un avantage personnel, direct ou indirect, actuel ou éventuel ;
- c) éviter de se placer dans une position où ses intérêts personnels s'opposent ou risquent de s'opposer à ceux du MAGE-UQAC ;
- d) ne pas faire usage de renseignements ou documents confidentiels au préjudice du MAGE-UQAC en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

## SECTION 3 : TECHNICITÉ

### Article 25 : Avis aux membres



**§1.** Les avis ou les documents dont la Loi sur les compagnies et ses règlements d'application, l'acte constitutif ou les textes réglementaires du MAGE-UQAC exigent l'envoi aux membres, doivent être divulgués de façon à rejoindre le plus grand nombre possible de membres, mais ne doivent pas nécessairement être adressés à chaque membre personnellement.

#### Article 26 : Cotisation par trimestre

**§1.** Conformément à la Loi sur l'accréditation, la cotisation par trimestre est définie dans le Règlement sur la cotisation.

**§2.** Toute proposition de modification du Règlement sur la cotisation doit, en plus de se conformer à l'article 13 de la section 1, faire l'objet d'une résolution du conseil d'administration, et ce, au moins quatre (4) semaines avant la tenue de la prochaine assemblée générale ordinaire.



## CHAPITRE 4 : ASSOCIATIONS ET CLUBS

### SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 27 : Associations étudiantes

§1. L'association étudiante doit posséder des textes réglementaires qui doivent contenir notamment :

- a) la définition du statut de membre ;
- b) les numéros des programmes d'études des membres ;
- c) une structure exécutive comprenant au moins trois postes, lesquels sont : président·e, secrétaire général·e et trésorier·ère ;
- d) les droits et les devoirs de l'association et de ses membres ;
- e) les modalités concernant son année financière ;
- f) un article mentionnant que deux (2) signataires sont obligatoires pour les comptes de l'association ;
- g) les procédures d'assemblées délibérantes de l'association.

#### Article 28 : Devoirs des associations étudiantes

§1. L'association étudiante a les devoirs suivants :

- a) d'entreprendre toute action visant l'amélioration des conditions de ses membres ;
- b) d'informer ses membres de toutes activités ;
- c) de nommer un ou des représentants au conseil de son unité pédagogique ;
- d) de participer aux rencontres du conseil central ;
- e) de présenter, sur demande, un rapport de ses activités au conseil central ;
- f) de présenter, sur demande, un dossier de recensement au secrétariat général du MAGE-UQAC ;
- g) de diffuser les informations provenant du conseil central à l'ensemble de ses membres ;
- h) de respecter les textes réglementaires du MAGE-UQAC ;



- i) de remettre ses états financiers et son budget annuel au siège social du MAGE-UQAC ou par courriel à la vice-présidence aux affaires financières du MAGE-UQAC ;
- j) de transmettre tout avis de convocation de son assemblée générale au siège social du MAGE-UQAC ou par courriel au secrétariat général MAGE-UQAC ;
- k) de transmettre toute modification de ses statuts et règlements, ainsi qu'une liste à jour de ses officiers·ères et/ou autres représentant·e·s avec leur adresse et leurs coordonnées téléphoniques et électroniques au siège social du MAGE-UQAC ou par courriel au secrétariat général MAGE-UQAC ;
- l) de tenir des élections générales au moins une fois par année, sauf en cas d'entente spécifique entre l'association et le MAGE-UQAC ;
- m) de tenir une liste de ses signataires de chèques à jour et d'être capable de la transmettre à la secrétaire général·e du MAGE-UQAC à la demande ;
- n) de faire parvenir au comité exécutif tout grief et/ou suggestion visant à assurer le mieux-être des étudiants ;
- o) de remplir tous les devoirs inhérents à sa tâche.

## Article 29 : Budget des associations étudiantes

**§1.** Les sommes allouées aux associations étudiantes sont régies selon les modalités prévues à la *Politique de reconnaissance et de financement des clubs et des associations étudiantes*, présente dans la section « Documents » du site internet du MAGE-UQAC.

## Article 30 : Suspension ou expulsion d'une association étudiante

**§1.** Toute association étudiante qui enfreint les textes réglementaires du MAGE-UQAC ou dont la conduite est jugée préjudiciable envers le MAGE-UQAC peut être suspendue ou expulsée du MAGE-UQAC par l'assemblée générale, pour la durée déterminée par cette dernière, par un vote à la majorité simple des deux tiers (2/3) des voix exprimées lors d'une réunion dûment convoquée notamment à cette fin.

**§2.** La demande de suspension ou d'expulsion du MAGE-UQAC d'une association étudiante doit être appuyée de la signature d'au moins quatre pour cent (4 %) des membres du MAGE-UQAC.

**§3.** L'association étudiante qui fait l'objet d'une demande de suspension ou d'expulsion du MAGE-UQAC doit être informée du lieu ou du lien de connexion à la plateforme virtuelle, de la date et de l'heure de l'assemblée générale dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée générale. Par l'intermédiaire de ses officiers·ères, l'association



étudiante peut y assister et y prendre parole ou, dans une déclaration écrite lue par le président·e de l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la demande.

### Article 31 : Clubs et associations communautaires

**§1.** Le club ou l'association communautaire doit posséder des textes réglementaires qui doivent contenir notamment :

- a) la définition du statut de membre ;
- b) une structure exécutive comprenant au moins trois postes, lesquels sont : président·e, secrétaire général·e et trésorier·ère ;
- c) les droits et les devoirs du club et de ses membres ;
- d) les modalités concernant son année financière ;
- e) un article mentionnant que deux (2) signataires sont obligatoires pour les comptes du club ;
- f) les procédures d'assemblées délibérantes du club.

### Article 32 : Droits et devoirs des clubs et associations communautaires

**§1.** Le club ou l'association communautaire a les devoirs suivants :

- a) de présenter, sur demande, un dossier de recensement au secrétariat général du MAGE-UQAC ;
- b) de respecter les textes réglementaires du MAGE-UQAC ;
- c) de remettre ses états financiers et/ou son budget annuel au siège social du MAGE-UQAC ou par courriel à la vice-présidence aux affaires financières du MAGE-UQAC ;
- d) de transmettre tout avis de convocation de son assemblée générale au siège social du MAGE-UQAC ou par courriel au secrétariat général du MAGE-UQAC ;
- e) de transmettre toute modification de ses statuts et règlements, ainsi qu'une liste à jour de ses officiers·ères et/ou autres représentant·e·s avec leur adresse et leurs coordonnées téléphoniques et électroniques au siège social du MAGE-UQAC ou par courriel au secrétariat général du MAGE-UQAC ;
- f) de présenter, sur demande, un rapport de ses activités au conseil central ;
- g) de tenir une liste de ses signataires de chèques à jour et d'être capable de la transmettre à le secrétaire général·e du MAGE-UQAC à la demande ;



h) de remplir tous les devoirs inhérents à sa tâche.

### Article 33 : Suspension ou expulsion d'un club ou d'une association communautaire

**§1.** Tout club ou toute association communautaire qui enfreint les textes réglementaires du MAGE-UQAC ou dont la conduite est jugée préjudiciable envers le MAGE-UQAC peut être suspendue ou expulsée du MAGE-UQAC par le conseil central, pour la durée déterminée par ce dernier, par un vote à majorité simple lors d'une réunion dûment convoqué notamment à cette fin.

**§2.** Le club ou l'association communautaire qui fait l'objet d'une demande de suspension ou d'expulsion du MAGE-UQAC doit être informé du lieu ou du lien de connexion à la plateforme virtuelle, de la date et de l'heure du conseil central dans le même délai que celui prévu pour la convocation du conseil central. Par l'intermédiaire de ses représentants, le club peut y assister et y prendre parole ou, dans une déclaration écrite lue par le président-e d'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la demande proposant sa suspension ou son expulsion du MAGE-UQAC.



## CHAPITRE 5 : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 34 : Juridiction

§1. L'assemblée générale est l'instance suprême du MAGE-UQAC et peut être saisie pour toute matière relative au MAGE-UQAC, sous réserve des pouvoirs qui lui sont octroyés par la Loi sur les compagnies et par les Statuts et règlements.

#### Article 35 : Mandat

§1. L'assemblée générale peut donner un mandat au conseil d'administration, au conseil central et/ou au comité exécutif du MAGE-UQAC, si celui-ci respecte les rôles et les pouvoirs de chaque instance dictés dans la Loi sur les compagnies et dans les Statuts et règlements.

§2. L'assemblée générale est habilitée à trancher tout litige ou différend entre le conseil central et le conseil d'administration du MAGE-UQAC, sous réserve des pouvoirs qui lui sont octroyés par la Loi sur les compagnies et par les Statuts et règlements.

#### Article 36 : Composition

§1. L'assemblée générale est composée de tous les membres du MAGE-UQAC.

### SECTION 2 : CONVOCATION

#### Article 37 : Convocation de l'assemblée générale ordinaire

§1. Un minimum de deux (2) assemblées générales ordinaires doivent avoir lieu par année : une assemblée doit se tenir à l'avant-dernier mardi du mois d'octobre pour, notamment, prendre acte et, le cas échéant, ratifier les états et rapports financiers, ratifier la nomination de l'auditeur et présenter le plan d'action annuel du MAGE-UQAC, et l'assemblée se réunit également le dernier mardi du mois de mars pour, notamment, recevoir le rapport annuel du comité exécutif, ratifier le Cahier de positions, prendre acte des résultats électoraux et procéder à des élections partielles.

§1a. Dans le cas où l'avant-dernier mardi du mois d'octobre concorde avec la semaine de relâche définie par l'UQAC, l'assemblée générale se tiendra la semaine précédente (soit l'avant-avant-dernier mardi du mois d'octobre).

§2. Le comité exécutif a la responsabilité de convoquer l'assemblée générale dans un délai d'au moins sept (7) jours de calendrier avant la tenue de ladite assemblée.



**§3.** Les avis de convocation doivent prendre notamment la forme d'une banderole installée au centre social, d'affiches, de courriels, et de tracts. Ceux-ci peuvent également prendre la forme de courriels, publications sur les réseaux sociaux, et tout autres moyens informatiques jugés efficaces.

**§4.** Les avis de convocation doivent notamment indiquer la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ordinaire, ainsi que le projet d'ordre du jour et les documents associés. Dans le cadre d'une assemblée générale virtuelle, les avis de convocation doivent indiquer la plateforme en ligne utilisée, ainsi que le lien de connexion.

### Article 38 : Convocation de l'assemblée générale spéciale

**§1.** Le comité exécutif, le conseil d'administration ou le conseil central, par résolution, ou un membre, par le biais d'une demande écrite et/ou numérique, conformément aux termes de l'article 35 des Statuts et règlements, peuvent requérir la convocation d'une assemblée générale spéciale.

**§2.** Suivant l'adoption d'une résolution à cet effet ou la réception d'une demande écrite d'un membre conformément à l'article 35, le comité exécutif a la responsabilité de convoquer l'assemblée générale spéciale dans un délai d'au moins trois (3) jours de calendrier avant la tenue de ladite assemblée.

**§3.** Les modalités des avis de convocation d'une assemblée générale spéciale sont les mêmes que celles d'une assemblée générale ordinaire, explicitées à l'article 37, §3 et §4 des Statuts et règlements.

**§4.** Pour toutes convocations d'une assemblée générale spéciale, le comité exécutif du MAGE-UQAC doit s'assurer de cédule un horaire permettant de maximiser la présence des étudiant·e·s.

### Article 39 : Demande écrite ou numérique

**§1.** Tout membre du MAGE-UQAC qui requiert la convocation d'une assemblée générale spéciale doit indiquer de façon précise l'objet de l'assemblée générale spéciale, accompagner sa demande de la signature et du code permanent d'au moins quatre pour cent (4 %) des membres du MAGE-UQAC, signer sa demande et déposer sa demande au siège social ou au secrétariat général du MAGE-UQAC. Les signatures devant être recueillies dans un délai de quatorze (14) jours de calendrier depuis la première signature.

**§2.** Dans le cadre d'une demande numérique, les conditions d'admissibilité sont les mêmes qu'énoncées dans l'Article 37, alinéa §1. Les signatures et les codes permanents doivent être recueillies sous forme de formulaire en ligne, indiquant explicitement les dates de réceptions de chaque signature. Ce formulaire est disponible sur le site internet du MAGE-UQAC, section « Documents ». La demande doit être envoyée par courriel au secrétariat général du MAGE-UQAC.





## Article 40 : Projet d'ordre du jour d'une assemblée générale ordinaire

**§1.** L'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire est rédigé par le comité exécutif et comprend notamment les points suivants :

- a) vérification du quorum et ouverture de l'assemblée ;
- b) élection des officiers·ères de l'assemblée générale ;
- c) lecture et adoption de l'ordre du jour ;
- d) lecture et adoption des procès-verbaux des assemblées générales précédentes ;
- e) les points à l'ordre du jour ;
- f) les affaires nouvelles.

## Article 41 : Ordre du jour d'une assemblée générale spéciale

**§1.** L'ordre du jour de l'assemblée générale spéciale est rédigé par le comité exécutif, ne peut faire l'objet d'aucune modification dès lors qu'il est dûment émis, et comprend les points suivants :

- a) vérification du quorum et ouverture de l'assemblée ;
- b) lecture et adoption de l'ordre du jour ;
- c) élection des officiers·ères de l'assemblée générale spéciale ;

## **SECTION 3 : FONCTIONNEMENT**

### Article 42 : Quorum

**§1.** Le quorum de toute assemblée générale est fixé à cinquante (50) membres.

**§2.** Si le quorum n'est pas atteint, le comité exécutif doit convoquer de nouveau l'assemblée générale dans les quatorze (14) jours de calendrier suivants en respectant les modalités décrites aux articles 35 à 39 des Statuts et règlements. Une (1) seule reprise peut être effectuée pour une assemblée générale.

**§3.** Si le quorum n'est pas atteint lors de la reprise, le conseil d'administration du MAGE-UQAC pourra statuer sur les points à l'ordre du jour.

### Article 43 : Vote

§1. Chaque membre possède un (1) droit de vote.

#### Article 44 : Officiers·ères d'assemblée

§1. Lia président·e d'assemblée :

- a) est lia président·e du MAGE-UQAC ou toute autre personne désignée par l'assemblée générale ;
- b) a pour tâche de diriger l'assemblée ;
- c) n'a pas le droit de vote. En cas d'égalité des voix, iel demande un second vote sans abstention. En cas d'égalité des voix dans le second vote, lia président·e d'assemblée dispose d'un vote prépondérant.

§2. Lia secrétaire d'assemblée :

- a) est lia technicien·ne en bureautique du MAGE-UQAC ou toute autre personne désignée par l'assemblée générale ;
- b) a pour tâche de prendre note de tout ce qui se passe et ce qui se décide à l'assemblée générale afin d'en dresser le procès-verbal et de le rendre public ;
- c) n'a pas le droit de vote et d'intervention directe dans la discussion sauf pour des points d'éclaircissement sur demande du président d'assemblée.

#### Article 45 : Pouvoirs et devoirs

§1. L'assemblée générale peut notamment :

- a) Ratifier le Cahier de positions ;
- b) adopter le procès-verbal de toute assemblée générale précédente ;
- c) amender ou abroger ses propres décisions ou celles de tout autre organisme du MAGE-UQAC, sous réserve des pouvoirs qui lui sont octroyés par la Loi sur les compagnies et par les Statuts et règlements ;
- d) convoquer un référendum sur toute question qu'elle juge à propos.
- e) décider de la destitution d'un administrateur ou d'un officier du comité exécutif, en conformité avec les articles 46 et 79 des Statuts et règlements ;
- f) décider de la suspension ou de l'expulsion d'un membre, en conformité avec l'article 20 des Statuts et règlements ;
- g) décider de l'affiliation à tout organisme ayant des buts compatibles avec les siens ;

- h) déterminer les orientations et les priorités générales du MAGE-UQAC ;
- i) entendre et approuver en tout ou en partie le rapport annuel ou de mi-mandat du comité exécutif ;
- j) entériner l'adhésion, la suspension ou l'expulsion d'une association étudiante en conformité avec l'article 28 des Statuts et règlements et l'article 2 de la Politique de reconnaissance et de financement des associations étudiantes, communautaires et des clubs ;
- k) féliciter ou blâmer tout organisme ou officier·ère ;
- l) prendre acte des résultats et de l'élection des administrateurs·rices du conseil d'administration ;
- m) prendre acte des résultats et de l'élection des officiers·ères du comité exécutif ;
- n) prendre acte et, le cas échéant, ratifier les états financiers et les autres rapports financiers tel qu'exigé par la Loi sur les compagnies ou par les Statuts et règlements du MAGE-UQAC ;
- o) ratifier la nomination de l'auditeur·rice du MAGE-UQAC ;
- p) ratifier les résolutions et actes adoptés ou posés par le conseil d'administration, le comité exécutif et les officiers·ères depuis la dernière assemblée générale ordinaire ;
- q) décider de toute affaire dont l'assemblée générale peut être saisie.

## Article 46 : Consensus

**§1.** Nonobstant ce qui précède, l'assemblée générale doit toujours rechercher le consensus de préférence au vote.



## CHAPITRE 6 : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

### SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 47 : Juridiction

**§1.** Le conseil d'administration est l'instance administrative du MAGE-UQAC et peut être saisi de toute matière administrative relative au MAGE-UQAC, sous réserve des pouvoirs qui lui sont octroyés par la Loi sur les compagnies et par les Statuts et règlements.

#### Article 48 : Mandat

**§1.** Le conseil d'administration supervise la gestion et administre les affaires du MAGE-UQAC.

**§2.** Le conseil d'administration peut recommander un mandat au conseil central en respectant les rôles et les pouvoirs dictés dans les Statuts et règlements.

#### Article 49 : Composition

**§1.** Le conseil d'administration est composé des membres suivants: lia président·e, lia vice-président·e aux affaires financières, lia secrétaire général·e et de huit (8) administrateurs·rices. Les administrateurs·rices sont élu·e·s par les membres du MAGE-UQAC, conformément aux dispositions du Règlement électoral et référendaire du MAGE-UQAC, les administrateurs·rices A, B, C, D, E, F, G et H.

**§2.** Dans l'éventualité d'un changement dans la composition du conseil d'administration, le MAGE-UQAC doit donner avis de ce changement, en produisant une déclaration auprès du Registraire des entreprises en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

**§3.** Seule peut siéger à titre d'administrateur·rice du MAGE-UQAC une personne qui est membre du MAGE-UQAC et qui n'est pas un·e employé·e du MAGE-UQAC.

**§4.** Un·e administrateur·rice doit, dans le meilleur des délais, signer une acceptation de son mandat selon le document qui lui est présenté par le MAGE-UQAC.

#### Article 50 : Mandat des administrateurs·rices

**§1.** Le mandat d'administrateur·rice est d'une durée d'un (1) an. Ce mandat débute le 1<sup>er</sup> mai et prend fin le 30 avril de l'année suivante. Un membre peut remplir un maximum de deux (2) mandats, consécutifs ou non, au sein du conseil d'administration à titre d'administrateur·rice, excluant tout mandat qui est en lien avec un mandat d'officier·ère du comité exécutif. Si un membre a été destitué de ses fonctions comme administrateur·rice du MAGE-UQAC, il ne peut pas briguer un second mandat comme administrateur·rice du MAGE-UQAC.



**§2.** Un membre du MAGE-UQAC peut combler les vacances au sein du conseil d'administration. L'administrateur·rice nommé·e pour combler une vacance remplit la partie non expirée du terme de son·sa prédécesseur·e. Le MAGE-UQAC doit donner avis de ce changement en produisant une déclaration auprès de Registraire des entreprises en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

**§3.** Un·e administrateur·rice peut être destitué·e de ses fonctions par les membres, à la majorité simple des deux tiers (2/3) des voix exprimées, lors d'une assemblée générale dûment convoquée notamment à cette fin par le biais d'une demande écrite ou numérique transmise au siège social ou au secrétariat général du MAGE-UQAC et signée par au moins huit pour cent (8 %) des membres, nonobstant les dispositions de l'article 37 des Statuts et règlements, les signatures devant être recueillies dans un délai de deux (2) semaines depuis la première signature.

**§4.** La demande écrite ou numérique doit indiquer de façon précise les motifs invoqués au soutien de la proposition de destitution, tels motifs devant être sérieux.

**§5.** L'administrateur·rice qui fait l'objet d'une demande de destitution doit être informé·e du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée générale dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée générale. Dans le cadre d'une rencontre virtuelle, iel doit être informé de la plateforme et du lien de connexion. Iel peut y assister et y prendre parole ou, dans une déclaration écrite lue par lia président·e de l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la demande proposant sa destitution.

**§6.** Tout administrateur·rice doit prendre les dispositions nécessaires afin d'être informé·e de la tenue des assemblées générales et des réunions du conseil d'administration.

**§7.** Tout administrateur·rice cesse d'être membre du conseil d'administration s'iel fait défaut d'assister à deux (2) conseils d'administration ordinaires par trimestre. Son mandat est alors réputé prendre fin à la clôture du conseil d'administration suivant, sauf si son absence est excusée par le conseil d'administration lors de cette réunion.

**§8.** Tout administrateur·rice cesse d'être membre du conseil d'administration s'iel cesse d'être membre du MAGE-UQAC ou s'iel devient un·e employé·e du MAGE-UQAC et de ses services, en conformité avec l'article 49 des Statuts et règlements. Son mandat est alors réputé prendre fin à la clôture du conseil d'administration suivant, sauf s'iel redevient membre du MAGE-UQAC ou s'iel cesse d'être un·e employé·e du MAGE-UQAC avant cette réunion.

**§9.** Tout administrateur·rice doit prendre ses décisions dans l'intérêt du MAGE-UQAC et remplit tous les devoirs inhérents à sa tâche.



## SECTION 2 : CONVOCATION

### Article 51 : Convocation au conseil d'administration ordinaire

**§1.** Le conseil d'administration se réunit lors d'une rencontre ordinaire un minimum de trois (3) fois pour le trimestre d'automne, de trois (3) fois pour le trimestre d'hiver et de trois (3) fois entre la fin du trimestre d'hiver et le début du trimestre d'automne.

**§2.** Un avis de convocation écrit doit être émis par le MAGE-UQAC et être diffusé à toutes les administrateurs·rices dans un délai d'au moins sept (7) jours de calendrier avant la tenue dudit conseil d'administration ordinaire.

**§3.** Le comité exécutif a la responsabilité de déterminer la date, le lieu ou la plateforme virtuelle, et l'heure du conseil d'administration ordinaire.

**§4.** Les avis de convocation doivent indiquer la date, l'heure et l'endroit du conseil d'administration ordinaire ainsi que le projet d'ordre du jour. Dans le cadre d'un conseil d'administration virtuel, les avis de convocation doivent indiquer la plateforme en ligne utilisée, ainsi que le lien de connexion. Les participant·e·s en visioconférence doivent allumer leur caméra et leur micro doit être fonctionnel.

### Article 52 : Convocation au conseil d'administration spécial

**§1.** Le comité exécutif, par résolution, ou un (1) membre du conseil d'administration, par le biais d'une demande écrite conformément aux termes de l'article 53 des Statuts et règlements, peuvent requérir la convocation d'un conseil d'administration spécial.

**§2.** Le comité exécutif a la responsabilité de convoquer le conseil d'administration spécial dans un délai d'au moins deux (2) jours de calendrier avant la tenue dudit conseil d'administration spécial.

**§3.** Le comité exécutif a la responsabilité de déterminer la date, le lieu ou la plateforme virtuelle, et l'heure du conseil d'administration spécial.

**§4.** Les avis de convocation doivent indiquer la date, l'heure et le lieu du conseil d'administration spécial ainsi que le projet d'ordre du jour. Dans le cadre d'un conseil d'administration spécial virtuel, les avis de convocation doivent indiquer la plateforme en ligne utilisée, ainsi que le lien de connexion. Les participant·e·s en visioconférence doivent allumer leur caméra et leur micro doit être fonctionnel.

### Article 53 : Demande écrite ou numérique

**§1.** Tout administrateur du MAGE-UQAC qui requiert la convocation d'un conseil d'administration spécial doit indiquer de façon précise l'objet du conseil d'administration spécial, signer sa demande, accompagner sa demande de la signature d'au moins cinq (5)



autres administrateurs·rices et déposer sa demande au siège social ou au secrétariat général du MAGE-UQAC.

**§1a.** Toute demande numérique doit être envoyée au secrétariat général du MAGE-UQAC. La signature d'au moins cinq (5) autres administrateurs·rices doit être recueillie sous forme de formulaire en ligne, indiquant explicitement les dates de réceptions de chaque signature, ainsi que les nom et prénoms desdits·es administrateurs·rices.

#### Article 54 : Renonciation à l'avis de convocation

**§1.** Un conseil d'administration peut valablement être tenu en tout temps et pour tout motif, sans que l'avis de convocation prescrit par la Loi sur les compagnies ou par les textes réglementaires n'ait été envoyé, et ce, lorsque tous les administrateurs·rices ayant le droit d'assister et de voter à la réunion renoncent à l'avis de convocation de quelque façon que ce soit.

**§2.** Cette renonciation à l'avis de convocation du conseil d'administration peut intervenir avant, pendant ou après la tenue du conseil d'administration. De plus, la présence d'un·e administrateur·rice à un tel conseil d'administration équivaut à une renonciation de sa part à l'avis de convocation, sauf s'il·elle déclare qu'il·elle y assiste spécialement pour s'opposer à sa tenue en invoquant, entre autres, l'irrégularité de sa convocation.

**§3.** La signature par tous·tes les administrateurs·rices d'une résolution écrite tenant lieu de réunion, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire, équivaut également à une renonciation à l'avis de convocation ainsi qu'à la tenue d'une véritable réunion.

#### Article 55 : Réunion à distance

**§1.** Une réunion téléphonique, une visioconférence ou tout autre moyen permettant aux administrateurs·rices de communiquer oralement lors d'un conseil d'administration peut être utilisé afin de permettre la participation d'un ou de plusieurs administrateurs·rices non présents·es physiquement.

**§2.** Les règles applicables aux réunions du conseil d'administration physique s'appliquent à la réunion téléphonique, à la visioconférence ou à tout autre moyen permettant aux administrateurs·rices de communiquer oralement en faisant les adaptations nécessaires.

### SECTION 3 : FONCTIONNEMENT

#### Article 56 : Quorum

**§1.** Le quorum de toute réunion du conseil d'administration est fixé à cinq (5) administrateurs·rices.



**§2.** Si le quorum n'est pas atteint, le comité exécutif doit convoquer de nouveau le conseil d'administration dans les quatorze (14) jours de calendrier suivants en respectant les modalités décrites aux articles 51 à 55 des Statuts et règlements.

### Article 57 : Vote

**§1.** Chaque administrateur·rice possède un (1) droit de vote.

### Article 58 : Officiers·ères d'assemblée

**§1.** Lia président·e de l'assemblée :

- a) est lia président·e du MAGE-UQAC ou toute autre personne désignée par le conseil d'administration ;
- b) a pour tâche de diriger l'assemblée ;
- c) n'a pas le droit de vote. En cas d'égalité des voix, il demande un second vote sans abstention. En cas d'égalité des voix dans le second vote, lia président·e dispose d'un vote prépondérant.

**§2.** lia secrétaire de l'assemblée :

- a) est lia technicien·ne en bureautique du MAGE-UQAC ou toute autre personne désignée par le conseil d'administration ;
- b) a pour tâche de prendre note de tout ce qui se passe et ce qui se décide, afin d'en dresser le procès-verbal ;
- c) n'a pas le droit de vote et d'intervention directe dans la discussion sauf pour des points d'éclaircissement sur demande du·de la président·e d'assemblée.

### Article 59 : Pouvoirs et devoirs

**§1.** Le conseil d'administration peut notamment :

- a) adopter le procès-verbal de tout conseil d'administration précédent ;
- b) adopter les états financiers et les autres rapports financiers exigés par la Loi sur les compagnies ou par les Statuts et règlements du MAGE-UQAC ;
- c) adopter les prévisions budgétaires du MAGE-UQAC et de ses divisions pour l'année financière en cours ;
- d) adopter ou rejeter toute proposition contenant une recommandation du conseil central ;



- e) adopter, modifier ou révoquer toute politique, toute directive, toute disposition administrative ou tout autre instrument relatif à l'administration du MAGE-UQAC ;
- f) amender ou abroger ses propres décisions ;
- g) combler une vacance au sein du conseil d'administration ;
- h) constituer tout comité pour l'assister dans l'exécution de ses fonctions ;
- i) convoquer une assemblée générale spéciale afin de combler une ou des vacances survenues au sein du conseil d'administration ;
- j) créer ou abolir tout poste d'employé-e du MAGE-UQAC ;
- k) décider d'intenter des poursuites judiciaires et répondre à celles qui pourraient être intentées contre le MAGE-UQAC ;
- l) décider de l'orientation des divisions du MAGE-UQAC ;
- m) déterminer les priorités administratives du MAGE-UQAC ;
- n) disposer de tout contrat ou de tout autre acte susceptible de lier le MAGE-UQAC, en respect des Dispositions administratives relatives aux achats ;
- o) donner avis, lors d'une réunion dûment convoquée, notamment à cette fin, qu'une prochaine assemblée générale sera saisie d'une proposition de modification de la cotisation exigible par le MAGE-UQAC, et ce, au moins quatre (4) semaines avant la tenue d'une telle assemblée ;
- p) donner un mandat au comité exécutif ou à un de ses officiers pour qu'il l'exécute en son nom, dans la limite de ses pouvoirs et de ceux du conseil d'administration ;
- q) féliciter ou blâmer tout organisme ou officier·ère ;
- r) nommer l'audit·eur·rice du MAGE-UQAC et fixer sa rémunération ;
- s) ratifier, à la majorité simple des deux tiers (2/3) des voix exprimées, l'embauche ou la débauche de tout employé permanent du MAGE-UQAC ;
- t) recevoir et approuver, amender ou abroger les rapports des officiers·ères du comité exécutif ;
- u) voir à la réalisation de tout mandat confié aux officiers·ères du comité exécutif, dans les limites de sa juridiction ;
- v) voir à la réalisation de tout mandat qui lui est confié ;



- w voir à la saine gestion des ressources humaines et des ressources financières du MAGE-UQAC ;
- x) décider de toute affaire dont le conseil d'administration peut être saisi.

### Article 60 : Consensus

**§1.** Nonobstant ce qui précède, le conseil d'administration doit toujours rechercher le consensus de préférence au vote.



## CHAPITRE 7 : LE CONSEIL CENTRAL

### SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 61 : Juridiction

**§1.** Le conseil central est la réunion des délégués de chaque association étudiante et des officiers·ères du comité exécutif. Il peut être saisi de toute matière relative au MAGE-UQAC, sous réserve des pouvoirs qui lui sont octroyés par les textes réglementaires du MAGE-UQAC.

#### Article 62 : Mandat

**§1.** Le conseil central voit au développement du discours afin de promouvoir et de défendre les droits et les intérêts des membres, notamment en matière pédagogique, politique, culturelle, économique, social et d'administration universitaire.

**§2.** Le conseil central peut donner un mandat au comité exécutif en respectant les rôles et les pouvoirs dictés dans les Statuts et règlements.

**§3.** Le conseil central peut recommander un mandat au conseil d'administration en respectant les rôles et les pouvoirs dictés dans les Statuts et règlements.

**§4.** Le conseil central peut mettre en place des comités pour traiter de questions particulières telles que définies aux Statuts et règlements.

#### Article 63 : Composition

**§1.** Le conseil central est composé des délégués des associations étudiantes et des officiers·ères du comité exécutif du MAGE-UQAC.

**§2.** Les délégué·e·s au conseil central sont, en ordre de préséance, toute personne qui fait partie de la structure exécutive d'une association étudiante, telle que définie à l'article 25 des Statuts et règlements, ou toute autre personne dûment déléguée par la structure exécutive d'une association étudiante et qui peut en faire la preuve par écrit.

#### Article 64 : Mandat des associations étudiantes

**§1.** Toute association étudiante doit prendre les dispositions nécessaires afin d'être informée de la tenue des conseils centraux.

**§2.** Toute association étudiante prend ses décisions dans l'intérêt de ses membres, sans toutefois aller à l'encontre de l'intérêt de l'ensemble des membres du MAGE-UQAC.



**§3.** Toute association étudiante doit avoir pris connaissance des documents afférents à la tenue d'un conseil central et doit fournir des efforts pour comprendre ces documents

**§4.** Si malgré ses efforts de compréhension, une association étudiante ne saisit pas la teneur d'un document, celle-ci doit en informer son·sa mentor avant la tenue du conseil central. Le mentor doit fournir des efforts pour que l'association comprenne la teneur dudit document.

## **SECTION 2 : CONVOCATION**

### **Article 65 : Convocation d'un conseil central ordinaire**

**§1.** Le conseil central se réunit selon un calendrier annuel proposé par le comité exécutif au début de chaque trimestre. Ce calendrier doit contenir un minimum de quatre (4) réunions pour le trimestre d'automne, de quatre (4) réunions pour le trimestre d'hiver et de trois (3) réunions entre la fin du trimestre d'hiver et le début du trimestre d'automne. Ce calendrier doit être approuvé par le conseil central à la fin de chaque trimestre pour le trimestre suivant.

**§2.** Un avis de convocation écrit doit être émis par le MAGE-UQAC et être diffusé à toutes les associations étudiantes dans un délai d'au moins cinq (5) jours de calendrier avant la tenue dudit conseil central ordinaire pour les conseils centraux qui ont lieu aux trimestres d'automne et d'hiver et d'au moins dix (10) jours de calendrier pour les conseils centraux qui ont lieu entre la fin du trimestre d'hiver et le début du trimestre d'automne.

**§3.** Le comité exécutif a la responsabilité de déterminer le lieu ou la plateforme virtuelle, et l'heure du conseil central ordinaire.

**§4.** Les avis de convocation du conseil central doivent indiquer la date, l'heure et l'endroit du conseil central ainsi que le projet d'ordre du jour. Dans le cadre d'un conseil central virtuel, les avis de convocation doivent indiquer la plateforme en ligne utilisée, ainsi que le lien de connexion. Les participant·e·s en visioconférence doivent allumer leur caméra et leur micro doit être fonctionnel.

### **Article 66 : Convocation d'un conseil central spécial**

**§1.** Le comité exécutif, par résolution, ou toute association du conseil central, par le biais d'une demande écrite ou numérique conformément aux termes de l'article 67 des Statuts et règlements, peut requérir la convocation d'un conseil central spécial.

**§2.** Le comité exécutif a la responsabilité de convoquer le conseil central spécial dans un délai d'au moins trois (3) jours de calendrier avant la tenue dudit conseil central spécial pour les conseils centraux qui ont lieu aux trimestres d'automne et d'hiver et d'au moins sept (7) jours de calendrier avant la tenue de ladite assemblée pour les conseils centraux qui ont lieu entre la fin du trimestre d'hiver et le début du trimestre d'automne.



**§3.** Le comité exécutif a la responsabilité de déterminer la date, le lieu ou la plateforme virtuelle, et l'heure du conseil central spécial.

**§4.** Les avis de convocation doivent indiquer la date, l'heure et l'endroit du conseil central ainsi que le projet d'ordre du jour. Dans le cadre d'un conseil central virtuel, les avis de convocation doivent indiquer la plateforme en ligne utilisée, ainsi que le lien de connexion.

### Article 67 : Demande écrite ou numérique

**§1.** Toute association du conseil central qui requiert la convocation d'un conseil central spécial doit indiquer de façon précise l'objet du conseil central spécial, signer sa demande, accompagner sa demande de la signature d'au moins trois (3) autres associations modulaires et déposer sa demande au siège social ou au secrétariat général du MAGE-UQAC.

**§1a.** Toute demande numérique doit être envoyée au secrétariat général du MAGE-UQAC. La signature d'au moins trois (3) autres associations modulaires doivent être recueillies sous forme de formulaire en ligne, indiquant explicitement les dates de réceptions de chaque signature, ainsi que les noms et sigles desdites associations.

## SECTION 3 : FONCTIONNEMENT

### Article 68 : Quorum

**§1.** Le quorum de tout conseil central est fixé à la majorité des associations étudiantes reconnues par le MAGE-UQAC.

**§2.** Si le quorum n'est pas atteint lors d'une réunion du conseil central, le comité exécutif doit convoquer une réunion du conseil central qui aura lieu dans les vingt (20) jours de calendrier suivants en respectant les modalités décrites aux articles 65 et 66 des Statuts et règlements.

**§3.** Si le quorum n'est pas atteint lors d'une seconde réunion du conseil central, le comité exécutif pourra statuer sur les points qui figuraient à l'ordre du jour de la réunion annulée du conseil central, et ce, de manière définitive. Aucune reprise de cette réunion ne sera faite.

### Article 69 : Vote

**§1.** Un·e seul·e délégué·e peut exercer le ou les droits de vote que son association étudiante possède.

**§2.** Chaque association étudiante possède un (1) droit de vote, sauf les associations étudiantes dont le nombre d'EETP, tel que défini dans la Politique des bars, est égal ou supérieur à 10 % du total des EETP de l'Université qui auront droit à deux (2) votes.

**§3.** Les officiers·ères du comité exécutif du MAGE-UQAC ont droit de parole et de proposition, mais n'ont pas le droit de vote lors des réunions du conseil central.

## Article 70 : Officiers·ères d'assemblée

**§1.** Lia président·e d'assemblée :

- a) est lia président·e du MAGE-UQAC ou toute autre personne désignée par le conseil central ;
- b) a pour tâche de diriger l'assemblée ;
- c) n'a pas le droit de vote. En cas d'égalité des voix, iel demande un second vote sans abstention. En cas d'égalité des voix dans le second vote, lia président·e d'assemblée dispose d'un vote prépondérant.

**§2.** Lia secrétaire d'assemblée :

- a) est lia technici·en·ne du MAGE-UQAC ou toute autre personne désignée par le conseil central ;
- b) a pour tâche de prendre note de tout ce qui se passe et ce qui se décide, afin d'en dresser le procès-verbal;
- c) n'a pas le droit de vote et d'intervention directe dans la discussion sauf pour des points d'éclaircissement sur demande du président d'assemblée.

## Article 71 : Pouvoirs et devoirs

**§1.** Le conseil central peut notamment :

- a) adopter le procès-verbal de tout conseil central précédent ;
- b) créer tout comité pour l'assister dans ses fonctions, fixer le mandat dudit comité et disposer du rapport dudit comité ;
- c) définir ou redéfinir toute partie du discours ou prise de position des autres instances du MAGE-UQAC, à l'exception de l'assemblée générale et du conseil d'administration ;
- d) féliciter ou blâmer tout officier·ère ou membre du conseil central ;



- e) nommer les membres appelés à siéger aux différentes instances de l'Université où les étudiant·e·s sont représenté·e·s ;
- f) réaliser tout mandat qui lui est confié par les instances du MAGE-UQAC ;
- g) recommander au conseil d'administration de modifier ou d'abroger toute politique ou tout règlement du MAGE-UQAC ;
- h) décider de toute affaire dont le conseil central peut être saisi.

## Article 72 : Consensus

**§1.** Nonobstant ce qui précède, le conseil central doit toujours rechercher le consensus de préférence au vote.



## CHAPITRE 8 : LE COMITÉ EXÉCUTIF

### SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 73 : Juridiction

**§1.** Les officiers·ères sont collectivement désignés comme étant le comité exécutif et ce dernier peut être saisi de toute matière administrative, sociale, économique, pédagogique, politique, institutionnelle et culturelle relative au MAGE-UQAC.

#### Article 74 : Mandat

**§1.** Le comité exécutif est notamment responsable de la gestion quotidienne du MAGE-UQAC et de la réalisation des mandats qu'il reçoit des différentes instances du MAGE-UQAC.

#### Article 75 : Composition

**§1.** Le comité exécutif du MAGE-UQAC se compose d'un maximum de huit (8) officiers·ères, élu·e·s par les membres comme titulaires de leurs fonctions respectives, tel que défini dans le Règlement électoral et référendaire, présent dans la section « Documents » du site du MAGE-UQAC :

- a) lia président·e ;
- b) lia secrétaire général·e ;
- c) les vice-président·e·s :
  - a. lia vice-président·e aux affaires institutionnelles ;
  - b. lia vice-président·e aux affaires financières ;
  - c. lia vice-président·e aux affaires externes ;
  - d. lia vice-président·e aux affaires pédagogiques ;
  - e. lia vice-président·e aux affaires des cycles supérieurs ;
  - f. lia vice-président·e aux affaires étudiantes.

**§3.** Les procédures concernant leur élection sont définies dans le Règlement électoral et référendaire.

**§4.** Tout officier·ère doit satisfaire aux conditions édictées dans le Règlement électoral et référendaire.





**§5.** Seule peut siéger à titre d'officier du MAGE-UQAC une personne qui est membre du MAGE-UQAC et qui n'est pas un·e employé·e du MAGE-UQAC.

**§6.** Les officiers·ères du MAGE-UQAC ne peuvent faire partie de la structure exécutive de leur association étudiante respective.

### Article 76 : Lia président·e

**§1.** Lia président·e doit :

- a) agir comme parrain de certaines associations ;
- b) agir comme responsable des dossiers et des comités d'importance ;
- c) appliquer les mesures d'aide à la rigueur et/ou les sanctions ;
- d) appuyer, au besoin, les officiers·ères dans l'exécution de leurs tâches ;
- e) assurer un suivi hebdomadaire avec chaque officier·ère et chaque employé·e permanent·e ;
- f) collaborer avec l'ensemble des officiers·ères et des employé·e·s permanent·e·s ;
- g) collaborer étroitement avec l'attaché·e à l'exécutif et lia directeur·rice général·e ;
- h) coordonner les activités des officiers·ères ;
- i) entretenir des relations privilégiées avec la direction de l'Université ;
- j) entretenir des relation privilégiées avec les organismes externes affiliés au MAGE-UQAC ;
- k) faire le lien entre l'Université et le MAGE-UQAC ;
- l) faire preuve de leadership dans la gestion de l'organisation ;
- m) gérer les ressources humaines ;
- n) partager au comité exécutif l'information pertinente qu'il reçoit ;
- o) participer à la mobilisation des membres, à l'évaluation annuelle des employé·e·s permanent·e·s ;

- p) Participer aux réunions des instances pertinentes de l'Université et aux réunions des instances pertinentes du MAGE-UQAC ainsi qu'au réunion des instances de tout autre acteur jugé comme bénéfique pour la communauté étudiante ;
- q) préparer des avis d'inscription ;
- r) préparer les sorties médiatiques avec l'attaché·e à l'exécutif ;
- s) promouvoir le poste de président·e ;
- t) rédiger des communications destinées aux membres, des rapports de rencontres pour le comité exécutif et des rapports d'officier·ère ;
- u) représenter le MAGE-UQAC aux événements pertinents et devant les médias ;
- v) signer les chèques et les virements bancaires, les documents administratifs avec lia secrétaire général·e et les documents financiers avec lia vice-président·e aux affaires financières ;
- w) tenir un horaire à jour ;
- x) voir à ce que le MAGE-UQAC soit un acteur médiatique d'importance ;
- y) voir à la délégation des tâches selon les forces et les faiblesses des officiers·ères, à la réalisation des tâches selon les paramètres établis par les instances et au maintien d'un climat de travail propice à la réussite ;
- z) respecter les mandats qui lui sont confiés et remplir tous les devoirs inhérents à sa charge ;
- aa) connaître les Statuts et règlements et ses annexes.

## Article 78 : Lia secrétaire général·e

§1. Lia secrétaire général·e doit :

- a) agir comme parrain de certaines associations ;
- b) agir comme responsable de la gestion documentaire ;
- c) agir comme secrétaire d'assemblée des rencontres du comité exécutif ;
- d) assurer un classement efficace de la documentation de l'organisation ;
- e) collaborer avec lia président·e et lia technicien·ne en bureautique ;

- f) connaître les règlements et les politiques du MAGE-UQAC ;
- g) convoquer les rencontres de l'assemblée générale, les rencontres du comité exécutif et les rencontres du conseil central ;
- h) informer les officiers·ères des règlements et des politiques les concernant ;
- i) participer à la mobilisation des membres ;
- j) participer aux réunions des instances pertinentes de l'Université et aux réunions des instances pertinentes du MAGE-UQAC ;
- k) planifier les rencontres du comité exécutif ;
- l) préparer des avis d'inscription et aider les officiers·ères à en préparer ;
- m) préparer les rencontres de l'assemblée générale, les rencontres du comité exécutif et les rencontres du conseil central ;
- n) promouvoir le poste de secrétaire général·e ;
- o) publier les documents officiels du MAGE-UQAC ;
- p) partager au comité exécutif l'information pertinente qu'il reçoit ;
- q) rédiger des communications destinées aux membres, des rapports de rencontres pour le comité exécutif et des rapports d'officier·ère ;
- r) signer le procès-verbal des rencontres du comité exécutif et signer les documents administratifs avec le président·e ;
- s) tenir à jour le cahier de positions et tenir à jour les règlements et les politiques du MAGE-UQAC ;
- t) tenir un horaire à jour ;
- u) voir à la gestion des locaux sous la charge du MAGE-UQAC ;
- v) voir au respect des règlements et des politiques et voir au respect des règles d'ordre ;
- w) respecter les mandats qui lui sont confiés et remplir tous les devoirs inhérents à sa charge.
- x) connaître les Statuts et règlements et ses annexes.



## Article 78 : Lia vice-président·e aux affaires financières

- §1.** Lia vice-président·e aux affaires financières doit :
- a) agir comme mentor·e de certaines associations ;
  - b) agir comme responsable des dossiers et des comités financiers ;
  - c) agir comme supérieur immédiat du responsable du Fonds monétaire spécial (FMS) ;
  - d) autoriser les dépenses imprévues, lorsque celles-ci sont autorisées par le comité exécutif ;
  - e) collaborer avec lia directeur·rice général·e, avec lia président·e et le technicien·ne en comptabilité ;
  - f) compléter les demandes de prélèvement sur le salaire ;
  - g) concilier les salaires à chaque période de paie ;
  - h) contrôler les demandes de remboursement, les demandes de retour de cotisations et les dépenses faites par carte de crédit ;
  - i) enseigner les principes financiers fondamentaux de la gestion aux associations ;
  - j) faire le calcul des étudiants et étudiantes à temps partiel (EETP) chaque trimestre ;
  - k) partager au comité exécutif l'information pertinente qu'il reçoit ;
  - l) participer à la mobilisation des membres ;
  - m) participer à l'évaluation annuelle des employé·e-s permanent·e-s et à l'exercice de fin d'année financière ;
  - n) participer aux réunions des instances pertinentes de l'Université et aux réunions des instances pertinentes du MAGE-UQAC ;
  - o) préparer des avis d'inscription ;
  - p) préparer les budgets du MAGE-UQAC avec le comité exécutif ;
  - q) présenter au conseil d'administration les états financiers mensuels ;
  - r) promouvoir le poste de vice-président·e aux affaires financières ;

- s) rédiger des communications destinées aux membres, des rapports de rencontres pour le comité exécutif et des rapports d'officier·ère ;
- t) signer les documents financiers avec lia président·e ;
- u) tenir un horaire à jour ;
- v) traiter les factures reçues ;
- w) vérifier les feuilles de temps des officiers·ères ;
- x) voir à la dotation du poste de responsable du Fonds monétaire spécial (FMS) ;
- y) voir à la rédaction et à la vérification de contrats et de partenariats ;
- z) voir au suivi quotidien des budgets ;
- aa) respecter les mandats qui lui sont confiés et remplir tous les devoirs inhérents à sa charge.
- bb) connaître les Statuts et règlements et ses annexes.

## Article 79 : Lia vice-président·e aux affaires institutionnelles

**§1.** Lia vice-président·e aux affaires institutionnelles doit :

- a) agir comme mentor·e de certaines associations ;
- b) agir comme responsable des dossiers et des comités institutionnels ;
- c) anticiper les débats à venir au sein des comités institutionnels ;
- d) collaborer avec lia président·e, avec lia vice-président·e aux affaires étudiantes et avec lia vice-président·e aux affaires externes ;
- e) entretenir des relations privilégiées avec la direction de l'Université ;
- f) entretenir des relations privilégiées avec les syndicats de l'Université ;
- g) faire le lien entre l'Université et le MAGE-UQAC ;
- h) faire le lien entre l'Université et les membres ;
- i) conscientiser les officiers·ères sur les enjeux politiques institutionnels ;
- j) partager au comité exécutif l'information pertinente qu'il reçoit ;

- k) participer à la mobilisation des membres ;
- l) participer aux réunions des instances pertinentes de l'Université et aux réunions des instances pertinentes du MAGE-UQAC ;
- m) préparer des avis d'inscription ;
- n) promouvoir le poste de vice-président·e aux affaires institutionnelles ;
- o) rédiger des communications destinées aux membres, des rapports de rencontres pour le comité exécutif et des rapports d'officier·ère ;
- p) remplacer lia président·e en son absence ;
- q) représenter le MAGE-UQAC aux événements universitaires ;
- r) tenir un horaire à jour ;
- s) voir à ce que les intérêts des membres soient respectés par l'Université, à la rédaction de plateformes de revendications institutionnelles, à la représentation des membres aux différentes instances universitaires et à l'organisation d'évènements politiques diversifiés ;
- t) respecter les mandats qui lui sont confiés et remplir tous les devoirs inhérents à sa charge.
- u) connaître les Statuts et règlements et ses annexes.

## Article 80 : Lia vice-président·e aux affaires externes

**§1.** Lia vice-président·e aux affaires externes doit :

- a) agir comme mentor·e de certaines associations ;
- b) agir comme responsable des dossiers et des comités externes ;
- c) anticiper les enjeux à venir au sein des comités externes ;
- d) collaborer avec lia vice-président·e aux affaires étudiantes et avec lia vice-président·e aux affaires institutionnelles ;
- e) contribuer à la cohésion entre les associations étudiantes régionales ;
- f) faire le lien entre le MAGE-UQAC et les associations nationales et entre le MAGE-UQAC et les organismes externes pertinents ;

- g) conscientiser les officiers·ères sur les enjeux politiques externes ;
- h) partager au comité exécutif l'information pertinente qu'il reçoit ;
- i) participer à la mobilisation des membres ;
- j) participer aux réunions des instances pertinentes d'organismes externes et aux réunions des instances pertinentes du MAGE-UQAC ;
- k) porter les revendications du MAGE-UQAC à l'externe ;
- l) préparer des avis d'inscription ;
- m) promouvoir le poste de vice-président·e aux affaires externes ;
- n) rédiger des communications en lien avec les affaires externes, des rapports de rencontres pour le comité exécutif et des rapports d'officier·ère ;
- o) représenter le MAGE-UQAC aux événements externes ;
- p) se tenir au courant des événements externes ;
- q) tenir un horaire à jour ;
- r) voir à la rédaction de plateformes de revendications externes, à la tenue d'un calendrier politique à jour et à l'organisation d'événements politiques diversifiés ;
- s) respecter les mandats qui lui sont confiés et remplir tous les devoirs inhérents à sa charge.
- t) connaître les Statuts et règlements et ses annexes.

## Article 81 : Lia vice-président·e aux affaires pédagogiques

**§1.** Lia vice-président·e aux affaires pédagogiques doit :

- a) accompagner les membres dans les cas pédagogiques au premier cycle ;
- b) agir comme mentor·e de certaines associations ;
- c) agir comme responsable des dossiers et des comités pédagogiques ;
- d) anticiper les enjeux à venir au sein des comités pédagogiques ;
- e) appuyer les mesures de prévention du décrochage scolaire ;
- f) collaborer avec lia vice-président·e aux affaires de cycles supérieurs ;

- g) connaître les différentes politiques en lien avec les études au premier cycle ;
- h) entretenir des relations privilégiées avec le Bureau du registraire, avec les décanats et avec les membres des instances pédagogiques de l'UQAC ;
- i) conscientiser les officiers·ères sur les enjeux pédagogiques ;
- j) outiller les associations étudiantes à propos d'affaires pédagogiques ;
- k) partager au comité exécutif l'information pertinente qu'il reçoit ;
- l) participer à la mobilisation des membres ;
- m) participer aux réunions des instances pertinentes de l'Université et aux réunions des instances pertinentes du MAGE-UQAC ;
- n) préparer des avis d'inscription ;
- o) promouvoir la recherche et la création, les droits pédagogiques des membres et les services offerts par le MAGE-UQAC en cas de litige pédagogique ;
- p) promouvoir le poste de vice-président·e aux affaires pédagogiques ;
- q) rédiger des communications destinées aux membres, des rapports de rencontres pour le comité exécutif et des rapports d'officier·ère ;
- r) représenter le MAGE-UQAC aux événements pédagogiques ;
- s) tenir un horaire à jour ;
- t) voir à la représentation des étudiant·e-s de premier cycle aux différentes instances pédagogiques et au maintien de la qualité des programmes de premier cycle ;
- u) respecter les mandats qui lui sont confiés et remplir tous les devoirs inhérents à sa charge.
- v) connaître les Statuts et règlements et ses annexes.

## Article 82 : Lia vice-président·e aux affaires des cycles supérieurs

**§1.** Lia vice-président·e aux affaires des cycles supérieurs doit :

- a) accompagner les membres dans les cas pédagogiques aux cycles supérieurs ;
- b) agir comme mentor·e des associations de cycles supérieurs ;



- c) agir comme responsable des dossiers et des comités de cycles supérieurs ;
- d) anticiper les enjeux à venir au sein des comités pédagogiques ;
- e) collaborer avec le vice-président·e aux affaires pédagogiques ;
- f) connaître les différentes politiques en lien avec les études aux cycles supérieurs ;
- g) entretenir des relations privilégiées avec le bureau du registraire, avec les décanats et avec les membres des instances pédagogiques de l'UQAC ;
- h) faire le lien entre l'Université et les associations de cycles supérieurs et entre l'Université et les membres aux cycles supérieurs ;
- i) mettre en place des activités pour les membres aux cycles supérieurs ;
- j) partager au comité exécutif l'information pertinente qu'il reçoit ;
- k) participer à la mobilisation des membres ;
- l) participer aux réunions des instances pertinentes de l'Université et aux réunions des instances pertinentes du MAGE-UQAC ;
- m) préparer des avis d'inscription ;
- n) promouvoir la recherche et la création, les droits pédagogiques des membres, les études aux cycles supérieurs et les services offerts par le MAGE-UQAC en cas de litige pédagogique ;
- o) promouvoir le poste de vice-président·e aux affaires de cycles supérieurs ;
- p) rédiger des communications en lien avec les cycles supérieurs, des rapports de rencontres pour le comité exécutif et des rapports d'officier·ère ;
- q) représenter le MAGE-UQAC aux événements pédagogiques ;
- r) stimuler l'implication des membres aux cycles supérieurs ;
- s) tenir un horaire à jour ;
- t) voir à la représentation des étudiant·e·s de cycles supérieurs aux différentes instances et au maintien de la qualité des programmes de cycles supérieurs ;
- u) respecter les mandats qui lui sont confiés et remplir tous les devoirs inhérents à sa charge.



- v) veiller au bien être de la communauté étudiante ;
- w) connaître les Statuts et règlements et ses annexes.

### Article 83 : Lia vice-président·e aux affaires étudiantes

#### §1. Lia vice-président·e aux affaires étudiantes doit :

- a) agir comme mentor·e de certaines associations ;
- b) agir comme responsable de la mobilisation sur le campus ;
- c) agir comme responsable des dossiers et des comités culturels et sociaux ;
- d) agir comme responsable du parrainage ;
- e) collaborer avec lia coordonnateur·rice graphisme et marketing, lia gérant·e du BARUQAC, lia responsable de la vie de campus, lia vice-président·e aux affaires externes et lia vice-président·e aux affaires institutionnelles ;
- f) faire le lien entre le MAGE-UQAC et les associations ;
- g) partager au comité exécutif l'information pertinente qu'il reçoit ;
- h) participer à la mobilisation des membres ;
- i) participer aux réunions des instances pertinentes de l'Université et aux réunions des instances pertinentes du MAGE-UQAC ;
- j) préparer des avis d'inscription ;
- k) promouvoir le poste de vice-président·e aux affaires étudiantes ;
- l) promouvoir les événements sociaux, culturels et politiques ;
- m) rédiger des communications en lien avec les affaires étudiantes, des rapports de rencontres pour le comité exécutif et des rapports d'officier·ère ;
- n) stimuler l'implication des membres ;
- o) tenir le bottin et la liste des membres du groupe Facebook des associations à jour ;
- p) tenir un horaire à jour ;
- q) voir à la dotation du poste de responsable de la vie de campus, à l'amélioration de la vie étudiante à l'Université, à l'organisation d'événements culturels diversifiés, à



l'organisation d'évènements politiques diversifiés et à l'organisation d'évènements sociaux diversifiés ;

r) respecter les mandats qui lui sont confiés et remplir tous les devoirs inhérents à sa charge.

s) connaître les Statuts et règlements et ses annexes.

## Article 84 : Mandat des officiers·ères

**§1.** Le mandat des officiers·ères du comité exécutif est d'une (1) année.

**§2.** Le mandat des officiers·ères débute le 1<sup>er</sup> mai et prend fin le 30 avril de l'année suivante. Dans le cadre d'élections partielles, le mandat des officiers·ères débute le jour de leur élection, et prend fin le 30 avril de l'année en cours.

**§3.** Un membre peut remplir un maximum de deux (2) mandats à un même poste d'officier·ère du comité exécutif.

**§4.** Tout officier·ère du comité exécutif du MAGE-UQAC désirant démissionner doit remettre au MAGE-UQAC une lettre de démission mentionnant les raisons de sa démission.

**§5.** Si l'officier·ère démissionnaire n'a pas remis sa lettre de démission trois (3) semaines après avoir manifesté clairement son intention de quitter son poste, le conseil d'administration pourra le démettre officiellement de ses fonctions selon les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 59 des Statuts et règlements.

**§6.** Toute démission devient applicable au moment de la remise de la lettre de démission au MAGE-UQAC ou à la date spécifiée au sein de la lettre.

**§7.** Tout officier·ère démissionnaire pourra briguer à nouveau les suffrages ultérieurement en conformité avec les Statuts et règlements et le Règlement électoral et référendaire.

**§8.** Un·e officier·ère peut être destitué de ses fonctions par les membres, à la majorité simple des deux tiers (2/3) des voix exprimées, lors d'une assemblée générale dûment convoquée notamment à cette fin par le biais d'une demande écrite transmise au siège social ou à lia secrétaire général·e du MAGE-UQAC et signée par au moins huit pour cent (8 %) des membres, nonobstant les dispositions de l'article 39 des Statuts et règlements, les signatures devant être recueillies dans un délai de deux (2) semaines depuis la première signature. Lia secrétaire général·e a ensuite la tâche de vérifier la conformité de la demande dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la remise du document. Les prises de signatures doivent pouvoir être vérifiées par lia secrétaire général·e.

**§9.** La demande écrite doit indiquer de façon précise les motifs invoqués au soutien de la proposition de destitution, tels motifs devant être sérieux.



**§9.** Un·e officier·ère qui reçoit un blâme du conseil central et du conseil d'administration dans un même mandat pourra voir son mandat suspendu ou démis. Une commission composée de deux (2) administrateurs·rices et deux (2) délégué·e·s du conseil central devra se réunir pour évaluer la situation et proposer ses recommandations au conseil central et au conseil d'administration. Lia président·e du MAGE-UQAC siège en tant qu'observateur sur cette commission. Si les discussions de la commission concernent lia président·e, alors lia secrétaire général·e siège en tant qu'observateur. Si telles recommandations sont acceptées par le conseil central et le conseil d'administration, la décision prend effet directement et doit être ratifiée par l'assemblée générale qui suit.

**§10.** L'absence d'un membre du comité exécutif à trois (3) réunions du conseil central au cours d'un même mandat, sans motifs suffisants, constitue un motif sérieux de destitution.

**§11.** L'officier·ère qui fait l'objet d'une demande de destitution doit être informé du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée générale dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée générale. Il peut y assister et y prendre parole ou, dans une déclaration écrite lue par lia président·e de l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la demande proposant sa destitution.

## **SECTION 2 : FONCTIONNEMENT**

### **Article 85 : Quorum**

**§1.** Le quorum de toute réunion du comité exécutif est fixé à la majorité des postes comblés.

### **Article 86 : Vote**

**§1.** Un·e officier·ère possède un (1) droit de vote.

### **Article 87 : Pouvoirs et devoirs**

**§1.** Le comité exécutif peut notamment :

- a) adopter le procès-verbal de toute réunion précédente du comité exécutif ;
- b) approuver le calendrier des réunions du conseil exécutif, s'il y a lieu ;
- c) assurer la mise en application des résolutions du conseil central et du conseil d'administration ;
- d) constituer tout comité pour l'assister dans l'exécution de ses fonctions ;
- e) étudier la création ou l'abolition de tout poste d'employé du MAGE-UQAC ;
- f) féliciter ou blâmer tout officier·ère ;



- g) procéder à l'embauche ou la débauche de coordonnateurs·rices en conformité avec les Dispositions administratives relatives aux achats ;
- h) amender ou abroger ses propres décisions ;
- i) voir à la saine gestion des ressources humaines et des ressources financières du MAGE-UQAC ;
- j) décider de toute affaire dont le comité exécutif peut être saisi.

### Article 88 : Consensus

**§1.** Nonobstant ce qui précède, le comité exécutif doit toujours rechercher le consensus de préférence au vote.



## CHAPITRE 9 : COMITÉS

### SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 89 : Jurisdiction

§1. Les instances du MAGE-UQAC peuvent créer différents comités qui sont des organes consultatifs dans le but d'atteindre un objectif particulier pour les fins générales du MAGE-UQAC, mais les instances ne peuvent jamais déléguer leurs pouvoirs à un comité.

#### Article 90 : Mandat

§1. Le mandat d'un comité est défini par l'instance qui le crée. Le comité lui est redevable, sauf avis contraire de l'instance créatrice.

§2. Les comités ont le pouvoir de déterminer leur régie interne en concordance avec leur mandat.

#### Article 91 : Composition

§1. Tout membre du MAGE-UQAC peut faire partie d'un comité, sauf disposition contraire établie par l'instance créatrice.

§2. Toute ressource jugée bénéfique pour l'accomplissement du mandat sera jointe au comité.

#### Article 92 : Quorum

§1. L'instance créatrice du comité est responsable de fixer un quorum. Si tel n'est pas le cas, le quorum du comité créé est fixé à la majorité de ses membres.

§2. Chaque comité nomme un responsable qui doit rendre compte des activités dudit comité à l'instance créatrice.



## **CHAPITRE 10 : SERVICES**

### **SECTION 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### Article 93 : Services du MAGE-UQAC

**§1.** Les Services du MAGE-UQAC sont créés par le conseil d'administration.

**§2.** L'assemblée générale, sur recommandation du conseil d'administration, doit céder à une organisation apparentée ou à une filiale dont MAGE-UQAC est le seul actionnaire, les activités des Services du MAGE-UQAC.



## CHAPITRE 11 : AFFAIRES FINANCIÈRES

### Article 94 : Année financière

§1. L'année financière s'étend du 1er mai jusqu'au 30 avril de l'année suivante.

### Article 95 : Budget

§1. Le MAGE-UQAC a pour budget des sommes d'argent provenant de cotisations des membres, de dons, de legs et autres contributions de même nature, en argent, en valeurs mobilières ou immobilières que reçoit le MAGE-UQAC, de revenus de placement que peut faire le MAGE-UQAC, de recettes provenant des activités ou des divisions du MAGE-UQAC, de surplus des années antérieures ou de toute autre source de revenus que l'assemblée générale ou le conseil d'administration peut établir.

### Article 96 : Contrat

§1. Tous les contrats impliquant le MAGE-UQAC doivent être approuvés par le comité exécutif ou le conseil d'administration selon les *Dispositions administratives relatives aux achats*.

§2. Ces contrats sont signés par au moins deux (2) personnes nommées par le comité exécutif ou le conseil d'administration selon les *Dispositions administratives relatives aux achats*.





## CHAPITRE 12 : DISSOLUTION

### Article 95 : Dissolution

**§1.** Seule l'assemblée générale peut décider d'enclencher le processus amenant la dissolution du MAGE-UQAC.

**§2.** Un référendum à la majorité simple des deux tiers (2/3) des voix exprimées devra être tenu auprès des membres sur la question. Ce référendum devra respecter les dispositions énoncées dans le Règlement électoral et référendaire.

**§3.** Le comité exécutif, ou tout autre groupe ou personne, veillera à faire appliquer la décision qui ressort du référendum et, éventuellement, à la dévolution des biens du MAGE-UQAC.

**§5.** Les biens de MAGE-UQAC seront dévolus, s'il en est, à des œuvres caritatives identifiées par l'assemblée générale.



## **CHAPITRE 13 : HISTORIQUE DES MODIFICATIONS**

Depuis le 20 octobre 2015

**Assemblée générale annuelle du 29 mars 2016.**

supervisé par Vincent Poirier, secrétaire général

**Assemblée générale annuelle du 30 mars 2021.**

supervisé par Alexis Diard, secrétaire général

**Assemblée générale annuelle du 1<sup>er</sup> avril 2025.**

supervisé par Mathias Panisset, secrétaire général